



Fusion DGI-DGCP

Le ministre doit s'expliquer, les réunions sont suspendues

La 3^{ème} réunion sur la fusion DGI-DGCP devait porter sur la situation des effectifs, les qualifications, la formation et les conditions de travail, mais l'administration a été contrainte de réviser son programme.

- **Après la forte mobilisation des agents des Impôts (40%) et du Trésor (33%) lors de la grève du 24 janvier, qui ont condamné une fois de plus les choix du ministre WOERTH,**
- **au moment où les travaux de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) se précisent,**
- **et suite à la parution du rapport « Attali » contenant des mesures mettant davantage en cause les valeurs et les missions du service public,**

le SNUI et SUD Trésor, ainsi que les principales organisations syndicales, ont exigé du ministre qu'il s'explique rapidement devant les fédérations sur le niveau des emplois, sur l'avenir des missions et de leur organisation administrative, sans attendre, comme il l'avait annoncé, la fin du cycle de réunions en cours.

Le SNUI et SUD Trésor ont développé deux sujets de fortes inquiétudes pour les agents :

- La volonté idéologique de poursuivre les suppressions massives d'emplois dans tous les services en 2008 est contraire aux intérêts des agents et du service public. Pour le SNUI et SUD Trésor, 2008 et 2009 doivent être des années sans suppressions d'emplois, contrairement aux annonces déjà faites par le ministre.
- Des propositions du rapport « Attali » sont inacceptables et interfèrent avec les discussions engagées sur la fusion. En effet, la création d'agences pour la « *gestion de l'impôt* » et pour la « *tenu de la comptabilité publique* », le retour de la retenue à la source, la possibilité de recruter hors statut et la possibilité de déléguer aux « *commerçants isolés* » (les épiceries en zones rurales) certaines missions des trésoreries, tout cela rend encore plus illisible l'avenir de la DGI et de la DGCP.

Après deux suspensions de séance, le coordonnateur P. PARINI, ayant bien mesuré la détermination des organisations syndicales et les motivations de leurs exigences, a annoncé que le ministre E. Woerth les recevrait mardi 29 de 8 h à 9 h 30 et qu'il sera très clair sur les questions d'emplois, de missions et d'organisation de l'administration.

Après une troisième interruption, le SNUI et SUD Trésor ont pris acte de ce rendez-vous obtenu en urgence avec le ministre, et de fait, de l'extension du calendrier de discussions. Toutes les organisations présentes ont ensuite quitté la séance.

Aucun sujet prévu par l'administration n'ayant pu être abordé avant que le ministre ne se soit exprimé, les discussions pourraient reprendre le 30, dans la mesure où les réponses apportées demain n'entravent pas leur déroulement.

Paris, le 25 janvier 2008